

LE TEMPS

renseignement 00:02

Genève, douillet nid d'espions

Par Jean-Claude Péclet

Malgré la fin de la Guerre froide, le renseignement ne s'est jamais si bien porté au bout du lac. L'ONU, les banques, le négoce, les nouvelles fortunes des pays émergents forment un terreau favorable. S'y ajoute le fait que les espions étrangers, plus surveillés dans les autres pays depuis que ceux-ci ont durci les lois sur la sécurité intérieure après les attentats de 2001, se rabattent sur la Suisse où la loi protège mieux la sphère privée que les intérêts du pays. Des spécialistes s'en inquiètent

Arnaud Danjean se souvient, amusé, de la mise en garde courtoise que lui fit le chef des renseignements suisses Urs von Däniken quand il s'annonça comme représentant de la DGST française au début des années 2000. «Voici ce que nous tolérons, lui dit en substance Urs von Däniken. Si vous y contrevenez, pensez aux diplomates italiens X et Y, ou au britannique Z que nous avons été forcés de renvoyer.»
Echange entre gentlemen!

Aujourd'hui député européen (Union pour un mouvement populaire), Arnaud Danjean s'est plu à Genève pendant près de deux ans; professionnellement, il s'y est un peu ennuyé. Il y a certes un fort passage de diasporas huppées, «des Libanais, des Balkaniques, des Africains, des émissaires, des opposants, une densité de gens intéressants qu'on ne trouve dans aucun autre endroit en Europe». Mais comme spécialiste des Balkans, il était parfois frustré: «A Genève, on fait du repérage.» Les contacts s'y nouent, plus aisément qu'ailleurs, puis d'autres agents prennent le relais. Quand il a eu l'occasion de travailler au Kosovo, il est parti.

On ne fait pas que repérer à Genève. On s'entre-épie, on exfiltre, on achète des armes, on subtilise, on fait pression, on tue parfois. Outre les agents accrédités, s'y activent maints espions de l'ombre dont la Confédération ignore presque tout. «Les Etats-Unis accordent une très grande importance à Genève, dit l'ex-agent de la CIA Robert Baer, cité par Oumma.com. Le pétrole est le nerf de la guerre. En laissant traîner ses oreilles dans les palaces au bord du Léman, on y apprend plus de secrets sur le Moyen-Orient que dans la plaine de la Bekaa.»

Et sur l'ex-empire soviétique. Les trois quarts du pétrole russe se traitent à Genève. C'est au bout du lac aussi que les potentats caucasiens assurent leurs arrières. La fille cadette du président kazakh Nazarbaïev, Dinara Kulibayeva, a acheté une villa à Anières pour 74 millions de francs. Goulnara Karimov, fille du président ouzbek Islam Karimov, chanteuse, mannequin, y a été ambassadrice auprès de l'ONU et gère un empire économique enregistré à Zoug.

Ce beau monde excite la curiosité des fouineurs de tout poil. Genève offre aussi des sismographes stratégiques. Les organisations humanitaires furent de bonnes antennes pour anticiper, en 2002-2003, la guerre qui se préparait en Irak. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est une enceinte où se négocient des enjeux portant sur des milliards de francs pour les pharmas ou l'industrie du tabac. Il y a l'ONU bien

sûr, où les Etats qui n'ont pas accès à d'autres enceintes «surinvestissent», selon un observateur. S'y ajoutent les banques, le négoce. Cargill concentre à Genève des données (stocks dans les ports, mouvements, etc.) qui feraient pâlir d'envie les services d'analyse de nombreux pays.

Question naïve: combien de personnes basées à Genève cherchent-elles à percer ces secrets par des moyens plus ou moins légaux? Pour Jacques Baud, auteur de l'encyclopédie du renseignement, y répondre tient de «l'art divinatoire». Pourtant, une source bien placée risque une estimation: un millier d'espions.

Bien sûr, il peut s'agir d'agents occasionnels, à temps partiel, de sous-traitants. Mais quand on sait que plus de 30 000 personnes bénéficient du statut diplomatique dans la nébuleuse onusienne, que des milliers d'autres travaillent pour des ONG «pas toujours aussi non gouvernementales qu'on le dit», selon Jacques Baud, et que quelque 150 journalistes suivent ces activités, on obtient une masse critique intéressante pour les trois couvertures classiques de l'espionnage.

Dans le dernier rapport du Service de renseignement de la Confédération (SRC), on lit que «les organisations internationales présentes en Suisse ont attiré les services de renseignement étrangers comme des aimants en 2009». Son directeur Markus Seiler déclarait il y a un an que la Suisse est un terrain de jeu apprécié par les services étrangers, ajoutant que «l'augmentation du nombre de cas d'espionnage me fait beaucoup de souci».

A Genève aussi, on est soucieux. Sur délégation du SRC, la brigade de sûreté intérieure de la police cantonale surveille les activités des services étrangers tout en collaborant avec eux. «On travaille avec ce qu'on nous donne, dit un interlocuteur blasé. Il n'y a pas pire que ce monde, toujours à la limite de la mythomanie.»

Un ancien chef des renseignements résume l'enjeu: «Depuis 2001, les pays qui nous entourent ont renforcé leur surveillance face aux nouvelles menaces, et face à l'espionnage. En Suisse, la loi sur le maintien de la sécurité intérieure est si restrictive que tout travail préventif est pratiquement interdit à nos services. Les espions étrangers le savent bien et se rabattent sur la Suisse, où ils travaillent sans être dérangés.»

«Bien sûr qu'ils nous passent des informations, ajoute une source genevoise, mais croyez-vous que c'est pour nos beaux yeux? Le risque de manipulation est élevé.» Jacques Baud le relativise: «L'exemple des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne avant la guerre d'Irak montre que des grands services peuvent aussi être manipulés. Le fait d'être manipulable ne dépend pas des sources, mais de la qualité de votre propre personnel.»

Sans doute. Reste que pour l'instant, Genève est un terrain de jeu peu policé. La situation pourrait évoluer tandis que s'y développe «l'intelligence économique» (lire ci-dessous) et que les sociétés suisses en adoptent la culture plus méfiante.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA